

EDGAR ROELS

---

LA  
QUESTION SUD-AFRICAINE

---

EXTRAIT DE *L'HUMANITÉ NOUVELLE*

---

NOUVELLE ÉDITION



PARIS

ÉDITIONS DE LA REVUE *L'HUMANITÉ NOUVELLE*

15, RUE DES SAINTS-PÈRES, 15

---

1900

# LA

  

## QUESTION SUD-AFRICAINE

---

Depuis près d'un siècle, les Boers ne cessent de défendre leur liberté, leur indépendance, le sol même qu'ils ont défriché, contre les coups de force et les ruses de l'Angleterre.

Le premier établissement stable fait par les Européens au Cap de Bonne-Espérance fut celui de la Compagnie hollandaise des Indes qui, en 1652, y envoya Van Riebeck fonder une station pour le ravitaillement des navires hollandais.

Elle comprenait la famille de Van Riebeck et une centaine de soldats ; peu à peu la colonie s'augmenta d'orphelins envoyés par la ville d'Amsterdam avec des soldats et des marins hollandais libérés du service. En 1680, on y comptait six cents Européens. C'est alors que les protestants français, fuyant les dragons de Louvois, demandèrent un refuge à la Compagnie, qui les envoya au Cap. Un premier convoi de trois cents, y compris les femmes et les enfants, y parvint au commencement de 1688 ; d'autres les suivirent, et c'est ainsi que se forma la race boer, mélange intime de Hollandais et de Français d'origine.

Elle se trouvait en présence d'autochtones de diverses espèces : les Cafres et les Zoulous au Nord et à l'Est, les Hottentots à l'Ouest, tous forts et guerriers, et enfin, les Buschem, nègres inférieurs.

Les colons achetèrent alors des terres aux naturels ; puis, se sentant devenus nombreux, ils pratiquèrent l'expropriation pure et simple et même réduisirent les natifs en esclavage. Mais la main-d'œuvre, que ceux-ci leur pouvaient fournir, était sans doute insuffisante puisque, dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on voit arriver des cargaisons de noirs de la côte occidentale, envois qui se continuèrent tout le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Imbus de l'enseignement biblique, les Boers croissaient et mul-





**DERNIÈRES PUBLICATIONS**



≡ **LÉON GAMBETTA, biographie psychologique** ≡

Le Cerveau — La Parole — La Fonction et l'Organe

*Histoire authentique de la maladie et de la mort*

par le **Docteur J.-V. LABORDE**

Professeur à l'École d'Anthropologie, Membre de l'Académie de Médecine,  
Directeur des Travaux physiologiques à la Faculté et au Laboratoire d'Anthropologie,  
Président de la Société d'Antopsie.

1 vol. in-8, orné de 10 gravures dont 5 hors texte..... 5 fr.

L'éminent directeur des travaux physiologiques à la Faculté de Médecine de Paris s'est donné pour but principal dans cet ouvrage — hommage à la mémoire de l'ami disparu — de faire l'étude psychologique du grand et puissant orateur, étude appuyée sur l'état et la structure du cerveau..... L'auteur a introduit dans cette étude l'histoire authentique et détaillée de la maladie qui emporta Gambetta. Ce complément aura sans doute pour résultat, ainsi qu'il l'espère, de « redresser certaines erreurs, de détruire certaines légendes plus ou moins accréditées jusqu'à ces derniers temps et trop souvent inspirées par des préoccupations et un sentiment tout autres que ceux de la vérité et de l'équité ».

L'intéressant livre du Dr LABORDE est accompagné de documents inédits qui en augmentent encore l'attrait, de lettres qui mettent bien « en relief l'extraordinaire puissance et la foi en lui-même, en son avenir et en son œuvre, de cet esprit, dont les actes, quelque caractéristiques et éclatants qu'ils aient été, n'ont pas donné la portée et l'envergure entières ».

(Gazette Médicale de Nantes.)

≡ **POMPÉI avant sa destruction** ≡

Reconstitution de ses Temples et de leurs environs

Par **C. WEICHARDT**, Architecte.

Traduction de A. DUCHESNE.

1 vol. in-8, avec figures et planches. Cart. souple, plaque spéciale..... 4 fr.

Cette très élégante plaquette n'est autre chose qu'un résumé succinct de l'ouvrage in-folio que l'auteur, architecte et archéologue, publia naguère en allemand. Il faut savoir bon gré aux éditeurs français d'avoir mis à la portée du grand public une œuvre de cette importance, sous forme d'un abrégé bien fait, suffisamment complet et d'une exécution matérielle fort soignée. Plusieurs temples y sont reproduits dans leur état de ruine actuel et reconstitués dans leur splendeur primitive. De nombreuses planches nous mettent à même d'apprécier leur beauté, la richesse et la grâce de leur ornementation.

(La Quinzaine, 1<sup>er</sup> octobre 1899.)



≡ **L'HISTOIRE** (Entretien sur l'évolution historique) ≡

Par **André LEFEVRE**

Professeur à l'École d'Anthropologie de Paris.

1 vol. in-18 de VIII-693 pages, de la *Bibliothèque des Sciences contemporaines* ..... 6 fr.

Cet ouvrage est aussi bon que les précédentes œuvres publiées dans la « Bibliothèque des Sciences contemporaines », c'est dire que *L'Histoire* est une œuvre remarquable au point de vue philosophique et scientifique. M. LEFEVRE a voulu exposer l'histoire de l'humanité à travers le monde. Il a parfaitement réalisé son désir. L'œuvre, nous le répétons, est remarquable par ses connaissances, sa concision. Le récit est clair, précis et intéressant... *L'Histoire* est un livre que tous doivent lire.  
(A. HAMON. *University Magazine*, Londres, août 1898.)

≡ **La Guerre et le Militarisme** ≡

Numéro spécial de *l'Humanité nouvelle*.

1 vol. in-8 de 280 pages de texte compact, et 2 gravures hors texte..... 4 fr.

138 réponses de MM. Maurice Block, Alfred Fouillée, membres de l'Institut; Victor Basch, Paul Bureau, Emile Durkheim, Paul Passy, G. Renard, Léon de Rosny, Charles Richet, Winiarski, etc., professeurs aux Facultés et Universités; Frédéric Bajer, Gerville-Réache, Clovis Hugues, Edouard Vaillant, Edmond Picard, etc., membres des Parlements; M. Bonomelli, évêque; Carlo Corsi, F. Abignente, E. von Egidy, G. Moch, Di Revel, Michel Corday, officiers ou anciens officiers; A. Chirac, Chr. Cornelissen, Jean Grave, Yves Guyot, S. N. Steinmetz, C. N. Starcke, S. Merlino, Léon Tolstoï, Alfred Russel Wallace, Louise Michel, Havelock Ellis, Clémence Royer, J. Novicow, E. S. Beesly, Pompeyo Gener, économistes, sociologues, scientifiques; Henry Bèrenger, Victor Charbonnel, Jean Reibrach, G. Rodenbach, Karl Henckell, Stuart Merrill, G. Trarieux, A. Rette, Walter Crane, Rémy de Gourmont, etc., hommes de lettres, artistes.

Ces lettres, pleines d'arguments pour ou contre la guerre et le militarisme, valent d'être lues et méditées. Elles reflètent l'opinion du public, car elles émanent de philosophes, d'hommes de lettres ou de sciences les plus connus de toutes les nationalités. Cette enquête est véritablement unique. Des tableaux terminent le volume et d'un coup d'œil, on y voit comment se partagent les deux opinions opposées.  
(*Echo de l'armée*, 9 juillet 1899.)

≡ **Natalité et Démocratie** ≡

Conférences faites à l'École d'Anthropologie de Paris

Par **Arsène Dumont**

Membre des Sociétés d'Anthropologie et de Statistique de Paris.

1 volume in-12 avec carte..... 3 fr.

Le savant démographe a reproduit sous forme de livre six conférences qu'il a faites récemment à l'École d'Anthropologie de Paris, et procuré ainsi à la science contemporaine un ouvrage de premier ordre. Nulle part on n'a mieux étudié dans ses phénomènes statistiques la redoutable maladie dont la France est atteinte. Quelle est la cause de cette consommation sociale? Nous n'avons pas à l'indiquer ici: l'auteur discute les faits avec une telle compétence et une telle maîtrise de son sujet, qu'il nous faudrait simplement répéter ce qu'il a dit; il vaut mieux faire un appel pressant à tous les hommes studieux, à tous ceux qui s'intéressent à cette fraction de l'humanité qui s'appelle la France, pour qu'ils connaissent la question d'une façon définitive. Après la lecture de cet ouvrage, il n'y a plus de doute à avoir; si le nombre des enfants est devenu tellement faible dans les familles françaises en proportion de la normale, c'est que les parents veulent, en effet, ne point avoir de postérité. La France est enroutée dans une mauvaise voie, et, tant qu'elle ne se guérira pas du fonctionnarisme, elle ne se guérira pas de la stérilité voulue.  
(ELISÉE RECLUS, *l'Humanité Nouvelle*, février 1899.)



## Hypnotisme Religion

Par le Dr Félix REGNAULT

Préface de Camille SAINT-SAENS, Membre de l'Institut.

Dessins de A. COLLOMBAR.

1 vol. in-12, avec 53 figures dans le texte..... 3 fr. 50

L'auteur montre le rôle qu'ont joué l'hystérie et l'hypnotisme dans toutes les religions. Une série de dessins reproduit des documents artistiques représentant des miracles où l'on peut retrouver la pathologie... Il est toujours curieux de constater l'influence énorme que la maladie a sur l'évolution de l'humanité, si bien que l'on serait tenté de soutenir ce paradoxe que ce sont les malades qui auront été le plus utiles aux hommes!... On lira ce livre avec plaisir, surtout si soi-même on se considère comme exempt de toute superstition; il est agréable de constater à quel point les hommes, les autres, sont crédules et ignorants.

(Revue philosophique, août 1897.)

## La Fatigue intellectuelle

Par A. BINET

et

V. HENRI

Directeur du Laboratoire de Psychologie physiologique.

Secrétaire de la Rédaction de l'Année psychologique.

1 vol. in-8, de la Bibliothèque de Pédagogie et de Psychologie, avec 90 fig. et 3 pl. Cart. plaque spéciale..... 8 fr.

Le livre de MM. Binet et Henri constitue un plaidoyer éloquent et convaincu en faveur de l'étude expérimentale des phénomènes de la psychologie, dans leurs rapports avec la pédagogie en particulier... Le but de ce livre est de montrer la nécessité de l'expérimentation dans l'étude des problèmes pédagogiques.... Ce volume est un exposé de la méthode moderne des procédés proposés et employés, un exposé des premiers résultats acquis aussi... Le grand mérite de MM. Binet et Henri est surtout de poser les questions et de les poser sur leur véritable terrain. Ils ont produit là une œuvre consciencieuse et utile qu'il serait désirable de mettre entre les mains des pédagogues intelligents.

(HENRY DE VARIGNY, *Revue générale des sciences pures et appliquées*, 30 août 1898.)

## La Psychologie naturelle

Par le Dr W. NICATI

1 vol. in-12, de la Bibliothèque des Sciences contemporaines, avec figures et 1 planche coloriée, broché.. 5 fr.  
Relié toile anglaise..... 5 fr. 75

La première partie de l'ouvrage traite de la psychologie sensorielle que Nicati étudie uniquement dans la couleur; c'est une étude plutôt physique que psychologique. C'est la partie la plus originale et la plus savante de l'ouvrage.

La deuxième partie, consacrée à la psychologie individuelle, contient malheureusement, à côté de nombre d'observations véritablement scientifiques, des généralités métaphysiques sur l'identité du noumène et du phénomène, du sujet et de l'objet, sur la nature et le jeu de la force psychique, etc.

Dans tous les cas, le livre actuel du Dr W. Nicati révèle un penseur original, souvent profond et quelquefois exact même dans ses découvertes. La première partie de son livre est tout à fait remarquable.

(GUILLAUME DE GREEF, *L'Humanité Nouvelle*, novembre 1899.)



— *Anatomie élémentaire du Corps humain* —

Quatre planches coloriées à feuillets découpés et superposés

Par **Étienne RABAUD**

Docteur ès sciences, Docteur en Médecine, Chef de Laboratoire  
à la Faculté de Médecine de Paris.

Deuxième édition corrigée et augmentée.

1 volume in-4° avec 60 figures dans le texte. Cartonné ..... 5 fr.

Le titre choisi par l'auteur donne une idée juste de la nature du livre qu'il offre au public médical. C'est tout à la fois un résumé et un atlas d'anatomie. Le résumé est très bien fait. Les quatre planches coloriées, à feuillets découpés et superposés, sont consacrées l'une au corps de l'homme, l'autre au corps de la femme, le troisième à l'œil, le quatrième à la tête. On parcourt ainsi successivement tous les plans depuis la peau jusqu'au squelette.

(*Bulletin médical*, 12 août 1899.)

— *Oh! Les jolies Histoires d'Animaux* —

Par **L. AZOULAY**

Superbe album de 15 photographies en couleur, d'après les aquarelles de H. DAUDET et T. VARDON, relié avec plaque spéciale..... 3 fr. 50

Une amusante ménagerie qui défile sous nos yeux dans ce livre qui est en même temps un album. Lion, tigre, éléphant, bison, ours, etc., etc., tout cela vit, s'agite, s'étale. Et l'auteur consacre à chacun de ces intéressants quadrupèdes six colonnes de description narrative et pittoresque. Voilà une note nouvelle dans les livres d'étrennes destinés à la jeunesse... Un vrai régal pour la jeunesse.

(G. DE DUBOR, *Nouvelle Revue*, 1<sup>er</sup> janvier 1899.)

Viennent de paraître :

*Le Pouvoir et le Droit* (Philosophie du Droit objectif)

Par **LADISLAS ZALESKI**, professeur à l'Université de Kazan.

Traduit du russe par M<sup>lle</sup> A. BALABANOFF

Préface de M. Léon HENNEBICQ, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles.

1 vol. in-8 ..... 3 fr.

*La Lutte des Classes en France* et le XVIII Brumaire  
de Louis Bonaparte

Par **KARL MARX**

Traduit de Pallemant par Léon REMY.

1 vol. in-12 de la *Bibliothèque Internationale des Sciences sociologiques*..... 3 fr. 50

*Anatomie élémentaire des Organes génitaux*

Deux planches coloriées à feuillets découpés et superposés

Par **DELAMARE**

1 vol. in-4, cartonné..... 4 fr.



tipliaient ; aussi leur fallait-il de nouveaux territoires, chaque famille « essaimant » sans cesse.

Pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, la colonie s'étendit dans le pays des Hottentots où les Boers poursuivaient lentement, mais régulièrement, leurs migrations, d'étape en étape, avec femmes, enfants, troupeaux et esclaves, conquérant sur les premiers occupants des territoires qui venaient s'annexer à la colonie.

En 1786, ils avaient atteint le pays des Cafres où ils se heurtèrent à une race plus résistante, plus aguerrie, formant des bandes plus nombreuses et plus compactes, plus redoutables, devant lesquelles ils s'arrêtèrent. C'est cette année que se place la première tentative de spoliation des Anglais.

Sans même prendre le moindre prétexte, le Cabinet de Londres envoya une flottille avec l'ordre de s'emparer du Cap, escale indispensable aux navires se rendant aux bord du Gange ; cette flotte fut battue au Cap-Vert par les escadres françaises alliées à la Hollande.

En 1795, les Français occupaient la Hollande et les Boers avaient proclamé leur indépendance.

La Grande-Bretagne maintenant débarrassée des flottilles qui lui avaient barré la route une première fois, se sentit prise tout à coup d'un grand zèle pour la maison d'Orange et, sous prétexte de lui conserver sa Colonie du Cap, s'en empara sans difficultés : elle l'a gardée.

D'abord assez douce, la domination anglaise se fit bientôt durement sentir.

En 1815, l'obligation de l'usage exclusif de la langue anglaise, que l'on voulut imposer aux opprimés, provoqua leur révolte ; elle fut noyée dans le sang, conformément à l'usage des évangélistes britanniques.

En 1834, lassée d'un froissement chaque jour plus intolérable dans ses habitudes, une partie de la population boer partit vers l'Est et le Nord, à la recherche de régions indemnes « d'habits rouges ». Bientôt fut constitué un nouvel État entre le fleuve Orange et le Vaal, qui prit le nom de République libre d'Orange.

En 1837, les Boers franchirent le Vaal, mais ils se heurtèrent contre les Ma-Tabélé. La plupart des immigrants furent exterminés ; ceux qui survécurent réussirent à force de courage et de ténacité à se maintenir sur le terrain conquis ; l'histoire de leur lutte perpétuelle pour l'existence durant des années fait bien comprendre de quelle forte trempe sont ces hommes et l'amour qu'ils professent pour une patrie si chèrement acquise.

En 1848 — c'est-à-dire pendant une nouvelle éclipse de l'action extérieure de l'Europe — les Anglais proclamèrent la souveraineté britannique sur les pays au Nord de l'Orange. Les Boers engagèrent la lutte ; mais trop inférieurs en force, ils furent



vaincus à la bataille de Bloomplats. La plupart, ne voulant pas accepter la tyrannie anglaise, abandonnèrent des fermes gagnées au prix du sang et, chargeant les enfants et les femmes sur le lourd chariot à bœufs, allèrent retrouver les frères qui avaient déjà passé le Vaal ; la République du Transvaal date de cette époque.

L'Angleterre avait mis à prix la tête de leur chef, Prétorius ; ils répondirent en le nommant Président de la jeune République.

Enfin, renonçant à réduire ces hommes intrépides, le Gouvernement de Londres reconnut, en 1852, l'indépendance du Transvaal par le traité de Sand-River.

Jusqu'en 1877, l'histoire des Boers se résume en sanglants et perpétuels combats contre les Cafres de différentes tribus, combats pour protéger la tente et la famille, combats pour l'occupation de nouveaux districts plus au Nord ; un fait grave cependant s'était produit pendant cette période : la découverte de gisements aurifères.

On peut, sans erreur, y rattacher la décision prise par le gouvernement anglais le 12 avril 1877 d'annexer le Transvaal.

Le représentant de sa Gracieuse Majesté vint, sans plus d'avertissements, à Prétoria, accompagné d'hommes armés, et proclama la souveraineté de l'Angleterre ; l'année suivante, Lord Wolseley renouvelait cette déclaration, au mépris du traité de 1852.

Les Boers, instruits par leur passé et par la récente aventure de leur voisin l'État d'Orange, qui s'était vu prendre, en 1870, par l'Angleterre, sans autre forme de procès, la région diamantifère de son territoire, aujourd'hui Kimberley, résolurent de combattre, malgré l'affaiblissement où les avaient conduits leurs luttes continuelles contre les indigènes et la précarité de leur armement.

Pleins de foi dans la sainteté de leur cause, ils proclamèrent la guerre de l'indépendance : Paul Kruger, Joubert et Prétorius, le fils du premier Président, en furent les chefs.

En trois rencontres, les troupes anglaises furent vaincues ; dans la dernière bataille, le 27 février 1881, sur la colline de Majuba, le général Joubert les écrasa complètement ; toute la brigade anglaise y fut détruite, et son chef, le général Colley, se brûla la cervelle.

L'Angleterre dut traiter.

L'Angleterre fut cependant encore assez adroite pour conserver dans la Convention de 1881, le protectorat sur le pays qui venait de lui faire subir de si graves échecs militaires. Les Boers protestèrent contre cette suzeraineté, tant et si bien que le gouvernement britannique reçut à Londres une délégation boer à la tête de laquelle se trouvait le président Kruger et qui était envoyée par le Transvaal pour réclamer l'abolition de la suzeraineté. Le nouveau traité de 1884, qui fut la conséquence de ces négociations



diplomatiques, ne contient, en effet, plus trace du mot suzeraineté, et la République sud-africaine rentra dans tous ses droits souverains, sauf une restriction : l'Angleterre a, pendant six mois après leur rédaction, le droit d'opposer son veto aux traités que le Transvaal conclurait avec d'autres États que la République d'Orange.

Telle est, brièvement résumée, l'histoire de l'occupation de l'Afrique australe par les blancs. Elle explique surabondamment la rivalité, que l'on y constate partout, entre les descendants des premiers colons hollandais et huguenots, véritables pionniers de la civilisation européenne, et les Anglais spoliateurs, uniquement occupés depuis un siècle de leur ravir le fruit légitime d'efforts si persistants et de victoires si chèrement acquises.

\*  
\* \* \*

Le Transvaal occupe un territoire de 182 800 kilomètres carrés de superficie, situé au Nord de l'État Libre d'Orange et de la Colonie du Natal, par 22° et 28° de latitude Sud et 21° et 30° de longitude Est de Paris.

Le pays se divise en trois zones qui sont : le Hooge-Veld, pays supérieur, le Blanken-Veld, pays des collines, et le Bush-Veld, pays des buissons.

Il se compose de dix-neuf districts administrés par des landdrosts ou baillis. Voici les noms de ces districts, de leurs chefs-lieux et de leurs villes et bourgs importants :

1° Bloemhof. Chef-lieu : Bloemhof ; villes principales : Christiana et Mamusa.

2° Ermelo. Chef-lieu : Ermelo ; villes principales : Nieuw-Amsterdam et Carolina.

3° Heidelberg. Chef-lieu : Heidelberg.

4° Krugersdorp. Chef-lieu : Krugersdorp.

5° Lichtenburg. Chef-lieu : Lichtenburg ; villes principales : Polfontein et Kunana.

6° Lijdenburg. Chef-lieu : Lijdenburg ; villes principales : Steynsdorp, Barberton, Krugerspost, Pelgrim's Rust et Europa City.

7° Maricó. Chef-lieu : Zeerust ; villes principales : Ramonsta.

8° Middelburg. Chef-lieu : Middelburg.

9° Piet-Retief. Chef-lieu : Piet-Retief.

10° Potchefstroom. Chef-lieu : Potchefstroom ; ville principale : Klerksdorp.

11° Prétoria. Chef-lieu : Prétoria.

12° Rustenburg. Chef-lieu : Rustenburg.



13° Standerton. Chef-lieu : Standerton.

14° Utrecht. Chef-lieu : Utrecht ; ville principale : Luneburg.

15° Vrijheid. Chef-lieu : Vrijheid.

16° Wakkerstroom. Chef-lieu : Wakkerstroom.

17° Waterberg. Chef-lieu : Nijlstroom ; ville principale : Warmbad.

18° Witwatersrand. Chef-lieu : Johannesburg.

19° Zoutpansberg. Chef-lieu : Pietersburg ; villes et bourgs principaux : Leydsdorp, Ohrigstad, Potgiever's Rust, Marabastad, Houtboschdorp, Eesterling et Joubert's Kromm.

La République Sud-Africaine est limitée, au Sud, par un affluent du Vaal même qui la sépare de la République Libre d'Orange ; au Nord et Nord-Ouest, par le cours du Limpopo ; enfin les montagnes de Lobombo, dont le versant maritime appartient au Portugal, la bornent à l'Est, et le cours supérieur de la Buffalo-River la sépare de la colonie du Natal.

Le climat de l'Afrique du Sud est peu différent de celui de l'Europe. On peut y cultiver les mêmes plantes et élever les mêmes animaux. Le milieu y est suffisamment semblable pour que l'Européen y conserve ses mêmes habitudes et ses mœurs à des milliers de lieues de son pays natal.

C'est une des régions les plus salubres du monde, non seulement pour les indigènes, mais même pour les immigrants européens ; l'acclimatation se fait sans peine et souvent avec avantage ; même dans les districts de l'intérieur où les ardeurs de l'été sont parfois si fortes, les Européens peuvent travailler pendant le jour comme dans leur propre patrie. Il est rare que des épidémies y aient éclaté et jamais elles n'ont eu tant de gravité qu'en Europe et aux États-Unis. Le choléra et la fièvre jaune y sont inconnus.

La flore, qui s'est développée sous cet heureux climat, est une des plus riches de la terre ; elle comprend au moins 12 000 espèces soit deux ou trois fois plus que n'en compte l'Europe dans l'ensemble de ses aires de végétation.

De toutes les régions Sud-Africaines, la République du Transvaal paraît être la plus favorisée pour l'ensemble des ressources, et elle deviendra tôt ou tard un pays de grande production. Le sol fertile se prête à la culture des céréales partout où la charrue creuse un sillon, et les produits sont toujours de qualité supérieure. Quoiqu'une très faible partie du territoire soit ensemencée, les récoltes suffisent pour la consommation locale et contribuent aux importations de la Natalie.

Le tabac transvaalien est excellent de qualité et recherché dans toute l'Afrique australe.

Toutes les plantes cultivées en Europe réussissent au Transvaal ; et quoique le climat semi-tropical convienne mieux aux oranges et aux citrons qu'aux fruits du Nord, cependant les



pommes et les poires sont fort bonnes dans la province de Prétoria.

C'est surtout à ses richesses minières que le Transvaal doit sa notoriété et sa prospérité. Le Transvaal est aujourd'hui le principal producteur d'or du monde et, à côté du métal jaune, il n'est pas de minières dont on ne trouve des gisements exploitables.

Cependant l'industrie minière s'est bornée, jusqu'à présent, dans le Sud-Afrique, à l'exploitation de l'or, à celle de la houille et à l'extraction du diamant ; du moins de façon à valoir la peine que l'on s'en occupe. La plus récente découverte est celle de l'étain, en quantité minime, dans le Swazieland ; on a continué les recherches de diamant provoquées par la découverte, en 1897, d'un gisement aux environs de Prétoria, et l'exploitation rationnelle en est commencée.

La République Sud-Africaine possède sept champs d'or principaux, plus quelques points proclamés champ d'or publics.

1° CHAMP D'OR DU WITWATERSRAND. — Cette zone comprend les mines et exploitations de Boksburg, Johannesburg, Krugersdorp, Florida, Doornkop et Blauwbank. Elle a contribué pour 93 p. 100, c'est-à-dire pour plus de 370 millions de francs, à la production du pays en 1898 qui s'est élevée à 406 015 750 francs contre 291 343 125 francs en 1897.

2° CHAMP D'OR DE SCHOONSPRUIT (KLERKSDORP). — Cette zone comprend Klerksdorp, Potchefstroom et Venterskroon.

La production est en progrès (7 millions 1/2 en chiffres ronds contre 6 millions), mais, par contre, les travaux de développement et d'avancement se sont beaucoup ralentis.

3° CHAMP D'OR D'HEIDELBERG. — Comprend Heidelberg et Greijlingstad. On a fondé sur cette partie du territoire de la République de grandes espérances en 1895 et 1896. Elle ne se sont pas réalisées, soit que le terrain soit faiblement minéralisé, soit que les spéculateurs qui s'étaient portés de ce côté n'aient pas eu la persistance nécessaire dans leurs travaux de recherches.

La production est un peu inférieure à 2 millions.

4° CHAMP D'OR DE KAAP. — Cette zone comprend : Baberton, Kaapsche Hoop, Streijnsdorp et Swazieland. La production a été de 12 millions 1/2 en 1898.

5° CHAMP D'OR DE PELGRIM'S RUST (Lijddenburg). — Filons de quartz aurifères et alluvions. Production de 4 millions 1/2, tendance à l'augmentation, au total, mais à l'abaissement du rendement par tonne.

6° CHAMPS D'OR DE ZOUTPANSBERG. — Comprennent Smitzdorp, Hoenertsburg, Klein-Letaba, Leydsdorp et Agatha.

Production insignifiante, et affaiblissement considérable sur les années précédentes.

Pratiquement, les gisements de cette région, dont la valeur est,



encore, au surplus, tout à fait indéterminée, resteront inexploitable tant que de grands travaux publics, de larges voies de pénétration n'y auront pas complètement modifié les conditions générales d'existence.

7° CHAMPS D'OR DE SCHEERPOORT. — On trouve aussi des terrains proclamés « champs d'or », dans le district de Prétoria (mine de Scheepoort), à Malmani, à Carolina, Waterberg et Vrijheid, tous terrains où ont été reconnus des filons de quartz.

Les mines de charbon de la République Sud-Africaine sont situées dans les districts de Bocksburg (13 houillères), Heidelberg (8 houillères), Middelburg (18 houillères), Leydenburg (2 houillères), Schoonspruit et Prétoria (2 houillères).

La production totale de ces charbonnages, à la fin de 1897, avait atteint un total de tonnes égal à 5 510 000, d'une valeur, au puits, de 58 millions de francs, soit un prix moyen de 10 fr. 50.

Si l'on jette un coup d'œil général sur la situation financière de l'industrie minière, on voit que le capital social des mines en activité s'élève en francs à 1 750 millions, valeur nominale, considérablement inférieure à celle que donnent les cours actuels des actions.

De ce capital nominal on peut considérer qu'il avait été consacré au 30 juin 1897, en argent effectif, au développement et à l'exploitation des mines (dans la République Sud-Africaine) 35 p. 100 du capital nominal créé, soit 612 millions 1/2 ; tout le reste est allé aux vendeurs et promoteurs.

Les dépenses courantes des mines transvaaliennes s'élèvent (mines d'or et houillères) à 300 millions par an pour salaires, matériaux et impôts, représentant un pourcentage de :

Salaires des employés et ouvriers blancs. . . . .	31,14 %
Salaires et nourriture des ouvriers noirs. . . . .	27,03 %
Explosifs . . . . .	10,91 %
Combustible. . . . .	8,98 %
Matériaux . . . . .	7,26 %
Produits chimiques . . . . .	2,55 %
Frais généraux . . . . .	12,13 %
Total . . . . .	100,00 %

Le nombre des employés et des ouvriers blancs est de 11 000 environ, avec un salaire moyen de 7 500 francs ; celui des ouvriers noirs de 80 000 en chiffres ronds, recevant environ 930 francs par tête, plus la nourriture.

La superficie totale des terrains miniers, concédés à titres divers, se trouvait être à la fin du dernier exercice, de 125 262 hectares.

On a vu plus haut qu'il en a été extrait jusqu'ici pour 58 mil-



lions de francs de houille. La quantité d'or qui en a été tirée est la suivante :

Années.	Valeurs en francs.
1884. . . . .	252 400
1885. . . . .	150 250
1886. . . . .	867 750
1887. . . . .	4 235 025
1888. . . . .	24 185 400
1889. . . . .	37 264 200
1890. . . . .	46 741 125
1891. . . . .	73 107 625
1892. . . . .	113 526 775
1893. . . . .	137 012 450
1894. . . . .	191 678 800
1895. . . . .	214 238 875
1896. . . . .	215 095 525
1897. . . . .	291 343 125
1898. . . . .	406 015 750

Il a été déclaré par l'industrie minière pour l'année 1898, un total de dividende de 131 477 700 francs dont 22 293 150 francs par les mines dites de deep-level et 1 225 000 francs par les houillères, ce qui établit un bénéfice net pour l'ensemble de la production sus-mentionnée de 32,78 p. 100. Les frais de tous genres ont donc absorbé 67 p. 100 du produit brut.

Ce calcul toutefois n'est qu'approximatif pour deux raisons principales :

La première, qu'un certain nombre de compagnies n'ont distribué de dividendes qu'à partir du troisième et même du quatrième trimestre de 1898, appliquant aux frais de mise en route le produit des premières ventes de l'or extrait.

La seconde, que la comptabilité publiée par les compagnies est essentiellement variable, les unes déduisant de leurs recettes de très fortes sommes pour dépréciation de la mine et du matériel ou y portant un chiffre énorme de manière à donner en fin d'année un dividende plus fort.

Le prorata qu'indique le petit calcul que nous venons de faire est donc des plus approximatifs, nous y insistons.

Tel quel, abstraction faite de l'acompte tout récent d'une compagnie au capital de 125 millions de francs, il représente un bénéfice net moyen — compagnies anciennes ou nouvelles mêlées — supérieur à 33, 50 p. 100 du capital nominal total des Compagnies payant à ce jour un revenu à leurs actionnaires ; si l'on veut bien se rappeler que l'argent réellement employé dans l'industrie est à peu près le tiers de ce capital nominal, on verra que l'industrie minière de l'Afrique du Sud, or ou charbon, paye déjà une rente de 100 p. 100 à l'argent qui lui a été effectivement confié, mines pauvres ou riches, compagnies encore aux prises avec les difficul-



tés du début ou compagnies depuis longtemps en marche régulière.

Au 31 décembre 1897, ce revenu, calculé de même, c'est-à-dire par rapport à l'argent effectivement employé aux entreprises, était de 87 p. 100 ; la différence représente les économies réalisées pendant l'année 1898, soit par suite des abaissements de tarifs consentis par le gouvernement, soit par l'effort des administrateurs sous l'impulsion venue d'Europe, soit par l'amélioration des méthodes de travail, notamment l'habitude de plus en plus répandue de trier le minerai envoyé au moulin.

Il n'est donc pas niable qu'au cours de la seule année 1898 un progrès considérable n'ait été accompli, complétant heureusement celui qui avait été marqué, dans cette voie, en l'année 1897.

\*  
\* \*

Le commerce d'exportation du Transvaal, sauf pour l'or, ne peut guère être évalué. Malgré le développement des voies ferrées, les laines, les peaux, les poils de chèvre d'Angora continuent à être expédiées en grande partie par charrettes à bœufs vers la Natalie ou le Cap.

La valeur des importations dans la République Sud-Africaine a été en 1898 de 265 822 375 francs, en diminution sur 1897. Jusqu'à 1896, la progression avait été constante. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques officielles pour s'en rendre compte.

Nous y trouvons :

1886. . . . .	12 349 775
1887. . . . .	41 419 225
1888. . . . .	61 477 100
1889. . . . .	86 574 650
1890. . . . .	92 472 950
1891. . . . .	65 073 900
1892. . . . .	87 470 000
1893. . . . .	134 292 525
1894. . . . .	161 005 375
1895. . . . .	245 407 600
1896. . . . .	352 203 250
1897. . . . .	339 085 625
1898. . . . .	265 822 375

La colonie du Cap, grâce à ses lignes de steamers, à l'esprit d'entreprise de ses maisons de Port Elisabeth et d'East London, grâce aussi à ses ressources agricoles, continue à être la source d'approvisionnement par excellence de la République Sud-Afri-



caine. Elle y a apporté, en 1896, pour 200 430 000 francs de marchandises, contre 172 704 000 en 1895, et 112 598 000 en 1894.

Ces chiffres justifient l'appréhension que la concurrence des voies de Natal et de Delagoa-Bay a fait naître au Cap, et donnent la clef de bien des manœuvres tentées pour y remédier.

La situation financière de la République Sud-Africaine est prospère, quoi qu'on veuille faire croire. Au 31 décembre 1896, le total de l'excédent des recettes était de 1 226 550 livres sterling. Les principaux titres des recettes sont les contributions directes, l'impôt foncier, la cote personnelle des patentes, les droits d'importation, etc.

La dette publique, y compris le dernier emprunt Rothschild de 24 millions, en exceptant toutefois les diverses garanties dues aux chemins de fer, s'élevait, en septembre 1895, à 2 690 579 livres sterling, dont 156 652 livres dues à l'Angleterre.

Quant aux domaines de l'État, leur superficie dépasse 25 millions d'arpents anglais, ce qui représente une jolie valeur en millions de livres sterling.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les disponibilités de la République sont, en espèces déposées en diverses banques ou en valeurs immédiatement négociables, supérieures à sept millions de livres sterling.

\*  
\* \*

Le Transvaal comprend une population blanche de 288 000 habitants dont environ 125 000 Boers et 163 000 colons étrangers et d'environ 700 000 à 800 000 noirs ou indigènes. Pour ces derniers, il est difficile de fixer un chiffre exact, en raison des obstacles que l'on rencontre là-bas pour les recensements.

Il y a aussi ceux que l'on appelle les Afrikanders : ce sont ces hommes qui, nés dans l'Afrique Australe, sont bien réellement des Africains, qui ont rompu les liens qui unissaient leurs pères aux vieilles métropoles de notre continent. Ils sont citoyens transvaaliens, ou appartiennent aux colonies anglaises de Cap ou du Natal.

Les immigrants de notre continent sont fort nombreux ; les nationalités dominantes sont les Hollandais, les Anglais et les Allemands et des Israélites de nationalités diverses.

La population noire est presque entièrement composée de Cafres.

Les Boers méritent d'ordinaire leur nom de « paysans » par la solidité de leur carrure et la pesanteur de leur démarche ; ils sont accoutumés sinon au travail de la terre, du moins à la surveillance du labeur des champs. Ils ont la force et la vaillance, et les tenaces qualités du laboureur : l'ordre, l'économie, la persévé-



rance. La vie solitaire avec sa famille, dans un domaine dépassant l'horizon des coteaux environnants, telle était l'existence normale du patriarche hollandais. Le Boer aime avant tout son indépendance. Il est profondément attaché aux souvenirs du passé. Ayant vécu en état de migration continuelle, depuis un siècle, obligé d'avoir toujours le fusil à la main, soit contre les noirs, soit contre les Anglais, on comprend qu'il soit sur une défensive méfiante, tout en étant bon et hospitalier.

Dans la République Sud-Africaine, les principales fonctions sont électives. Le président est nommé, comme les députés, par le suffrage universel. Le secrétaire d'État et les autres hauts fonctionnaires sont choisis par le Parlement.

Le président Kruger et le D<sup>r</sup> Leyds, son représentant en Europe, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'insister sur les services qu'ils ont rendus à la cause transvaalienne. Les attaques, dont ils ne cessent d'être l'objet de la part des ennemis de la République, en sont la meilleure preuve. Ces derniers temps, on n'a même pas hésité à déclarer que, traîtres à leur pays, ils étaient subsidiés par les monopoles pour les soutenir contre les intérêts les plus sacrés du Transvaal. C'est une accusation familière au parti anglais de traiter les autres de corrompus. Si le gouvernement boer était disposé à sacrifier le pays pour de l'or, il semble que les financiers anglais de Johannesburg, qui constituèrent une caisse spéciale pour les éventualités politiques et essayèrent partout du pot-de-vin, n'auraient plus rien à désirer. Ce n'est pas le cas, on le sait de reste !

La constitution éminemment démocratique du pays confie la direction des affaires à un conseil exécutif présidé par le Président de la République. Les fonctions législatives appartiennent à deux chambres.

Les différents services administratifs du pays sont confiés à 3 958 fonctionnaires de tout ordre et de tout rang qui grèvent le budget d'une dépense globale de 25 millions de francs, y compris le traitement du président qui est de 175 000 francs et celui du secrétaire d'État, M. Reitz, ancien président de l'État libre d'Orange, qui s'élève à 60 000 francs.

Malgré les reproches de lourdeur, de grossièreté encrassée dans le passé qu'on ne cesse de formuler dans certains cercles, le gouvernement boer a su transformer le pays en moins de dix années, au point de lui faire égalier les colonies anglaises voisines. Prétoria, la capitale, est aujourd'hui une belle ville de 12 000 âmes, aux larges rues bordées de vastes et beaux magasins aux vitrines luxueuses, d'habitations particulières installées avec tout le confortable moderne. Des avenues ombrées, un parc superbe, complètent le tableau de cette cité abondamment pourvue d'eau et riante de verdure.



Les services publics sont logés dans des palais, tel celui du Gouvernement, qui n'a pas coûté moins de 5 millions de francs. La Banque nationale, comme les autres banques, d'ailleurs, occupe un édifice cossu. L'Imprimerie Nationale possède une installation très complète, et la Monnaie peut rivaliser avec les établissements similaires d'Europe. Le service des postes, télégraphes et téléphones, fonctionne avec une régularité à laquelle tous les Européens doivent rendre hommage. Un réseau de chemins de fer de 1 200 kilomètres relie les principaux points du Transvaal entre eux, et les met en communication avec tous les ports de la côte, Capetown, Port-Elisabeth, Durban et Lourenço-Marquès. Des lignes de coches bien organisées relient les autres parties du pays par des routes plus ou moins bonnes, mais quotidiennement améliorées. Les dépenses en travaux publics, prévues pour cette année dans le budget transvaalien, ne s'élèvent pas à moins de 18 millions de francs.

Ce budget, dont le chiffre de 100 et quelques millions de francs a été si critiqué par les détracteurs systématiques du gouvernement et auquel l'industrie minière, directement ou indirectement, contribue pour 66 millions de francs, nous donne encore d'autres indications précieuses sur le développement et l'organisation du pays. Les dépenses pour l'instruction publique atteignent 6 millions de francs. L'administration de la justice est estimée à 1 250 000 francs. Les postes et télégraphes coûtent 4 300 000 francs.

Les dépenses militaires s'élèvent, pour 1899, à 6 632 450 francs. Cette somme, relativement considérable, s'explique par le désir du peuple boer de mettre sans retard son indépendance à l'abri de toute nouvelle atteinte et de se protéger contre les attaques ennemies, d'où qu'elles viennent. Des forts ont été construits autour de Prétoria et à Johannesburg, des batteries ont été commandées en Europe, et l'industrie française, grâce à l'influence de notre distingué consul M. Aubert, en a livré une bonne partie. Des fusils, des munitions, remplissent les arsenaux du gouvernement. Enfin, il a fallu porter à 600 hommes le régiment d'artillerie de Prétoria, la seule armée permanente de la République, avec les 2 000 hommes de troupes de police. L'organisation de l'artillerie transvaalienne est excellente, et, dans toutes les villes, des corps de volontaires, comprenant des étrangers de toute nationalité, forment une milice exercée et parfaitement équipée.

Les Boers eux-mêmes doivent le service de 16 à 60 ans, mais ils ne sont appelés qu'en cas de guerre. Le Transvaal et l'État libre d'Orange, qui ont récemment conclu un traité d'alliance étroite, presque de fédération, peuvent mobiliser 55 000 de ces tireurs émérites, au courage éprouvé, qui partent en guerre sans autres bagages que leur fusil et leur cartouchière, et un morceau de bœuf séché et attaché à la selle de leurs infatigables chevaux.



Les députés boers sont généralement choisis par leurs concitoyens parmi les familles influentes ou dont les ancêtres ont rendu des services à la communauté. Les longs séjours dans la capitale, le maniement des affaires publiques, en ont presque fait des citadins. Ils siègent en redingote, et leur tenue ne rappelle que vaguement le négligé sommaire des fermiers du Veld. Ces mœurs se répandent dans la famille du député ; ses enfants et ses parents commencent à chercher leur avenir dans les emplois administratifs, dont les titulaires ont, jusqu'à présent, dû être, pour la plus grande partie, appelés du dehors. Faute des connaissances nécessaires, sur les 4 000 fonctionnaires transvaaliens, 700 à peine sont originaires du pays. La Hollande en a fourni 300, l'Angleterre une centaine, la France 8, l'Allemagne 66. Les autres viennent de l'État libre d'Orange et des colonies anglaises, notamment du Cap. Pour arriver à ces postes enviés, le jeune Boer sait qu'il faut une instruction développée et déjà le lycée de Prétoria voit ses classes se peupler. Mais si un genre de vie plus moderne vient peu à peu modifier l'aspect fruste de certaines classes de Boers, l'ancienne tradition pastorale, l'amour du Veld, se maintiennent dans le tempérament de ce vaillant petit peuple. Le chariot à 8 paires de bœufs et le pionnier à cheval, le fusil en bandoulière, resteront longtemps encore les armes parlantes, l'emblème de la nation entière.

Près des villes, le Boer s'est embourgeoisé, au point qu'il n'est pas rare d'entendre chez lui un piano jouer l'hymne national ou quelques danses nouvelles. Il l'a acheté pour sa fille en vendant quelques têtes de bétail. Dans l'intérieur du pays, il est resté ce qu'il était au moment de la découverte des champs d'or.

Allez dans une des fermes éloignées du Veld, habitées par ces Boers à la figure fruste, avec je ne sais quel air de finesse native dans l'œil bien ouvert, vous y trouverez une hospitalité large et fière et vous vous croirez peut-être chez quelque paysan des hauts plateaux suisses, des coins perdus des Vosges. Au moment de la saison des pluies, la plupart quittent leur habitation avec leurs troupeaux pour aller camper dans leurs chariots sur d'immenses pâturages. Et aux grandes fêtes religieuses et aux anniversaires patriotiques, ils arrivent par longues files de wagons à bœufs s'installer autour d'une église ou d'un monument commémoratif, heureux de se trouver réunis après de longues étapes dans les solitudes, pour communier dans leur foi et leur amour de la patrie.

Prétoria est la ville officielle, Johannesburg est la cité de l'or. La capitale transvaalienne, plus vaste mais peut-être moins coquette que Bloemfontein, le centre de l'autre république boer, donne, comme celle-ci, une sensation de ville de province. On y vit des jours calmes et réguliers, et les rues sont sans animation.



A Johannesburg, au contraire, tout est mouvement, agitation et fièvre.

A l'Est et à l'Ouest de Johannesburg, de longues suites d'usines, des milliers de brocards broyant des millions de tonnes de minerai, des baraquements grouillants de noirs, donnent l'impression d'un labeur énorme, d'une activité intense. Dans la ville même, on ne rencontre que des gens pressés, et toute cette foule agitée traverse les rues, fouettée par la passion de l'or, la hâte de s'approprier une parcelle des millions qui forment le thème de toutes les conversations.

En 1886, les premiers mineurs établirent un camp au centre de leur exploitation commencée sur les hautes collines du Rand, dans un site sauvage, rocailleux, sans eau ni verdure, et de cette installation est sortie une ville immense qui a sauté d'emblée par-dessus toutes les étapes que les cités d'Europe ont mis des siècles à parcourir. L'éclairage électrique, le téléphone, le tramway, sont nés à mesure que se traçaient, à travers le plateau désolé, les grandes artères bordées de maisons en pierre de taille qui succédaient aux habitations de tôle des premiers arrivés. En même temps que s'élevaient les hôtels, les magasins immenses, luxueux, les villas se groupaient autour de la ville et l'on créa des jardins. Des théâtres, des cafés-concerts rivalisant avec les beaux établissements de l'Europe, des cirques, des champs de courses, tout cela s'est fait si vite qu'on a eu à peine le temps de songer à paver les rues. Rien ne peut donner une idée de l'aspect de cette ville de 100 000 âmes, sans passé, sans autre histoire que celle de la découverte de quelques reefs aurifères. On pourrait s'y croire en Europe sans les attelages des Boers traînés par des bœufs, qui amènent sur la place du marché des provisions destinées à l'alimentation de cette cité dont la banlieue infertile ne produit rien que de l'or !

La population de Johannesburg est cosmopolite, accourue de tous les points du monde. Les Boers ne s'y sont jamais trouvés à l'aise. Sur les 50 000 habitants blancs, 16 000 viennent du Royaume-Uni, les autres sont originaires des États-Unis, de l'Australie, de la Russie, de l'Allemagne, etc., etc., 400 ou 500 Français figurent dans cet ensemble où les Anglais, les premiers arrivés, du reste, ont su, à force de bruit et d'arrogance, se faire prendre pour la majorité, pour les véritables maîtres de la place.

Cette ville étrange, où se heurtent toutes les nationalités, tous les langages, mais où tout le monde comprend et parle anglais, dont l'aspect est même anglais, jouit d'un régime administratif spécial. Un conseil municipal, dont les élus des habitants de toute nationalité et les fonctionnaires du gouvernement se partagent les sièges, régit les intérêts de la communauté. Celle-ci possède



en outre une organisation scolaire particulière où l'anglais occupe une place prépondérante, alors que dans les autres parties du Transvaal il n'est traité qu'en langue étrangère, la langue du pays étant le hollandais.

Les plus grandes maisons financières de Johannesburg arborent presque toujours le drapeau anglais, quoique, comme dans la maison Eckstein, ce soient parfois des juifs allemands qui y dominent. Une bonne partie des hommes qui ont conquis un nom en vue dans la finance et la spéculation, qu'on confond à Johannesburg avec l'industrie, sont venus de Kimberley où ils avaient subi le prestige de Cecil Rhodes. Ils sont toujours restés les admirateurs de l'auteur de la De Beers, suivant, dans toutes ses entreprises politico-financières, celui qu'ils considéraient comme ne pouvant être trahi par la fortune. Beaucoup d'entre eux y ont gagné des millions et croyaient, lors de l'affaire Jameson, y gagner des titres et une République, la gloire et un territoire nouveau à offrir à l'Angleterre, avec tous les bénéfices d'une semblable opération. De cette école sont les Eckstein, les Beit, les Philipps, les Farrar, les Neumann, etc., etc., qui constituent en quelque sorte l'aristocratie financière de Johannesburg, quoique ce mot d'aristocratie convienne peu à des gens dont les débuts dans le Sud-Afrique furent plus que modestes, et que leurs premières professions ont généralement assez peu préparés au rôle de représentants de la plus grande industrie minière du monde. M. Barnato, dont on se rappelle la mort tragique, avait aussi débuté à Kimberley, de même M. J. B. Robinson.

Les potentats de la finance anglo-africaine, loin de supporter des rivalités, n'admettent pas que des maisons moins puissantes se refusent à graviter dans leur orbite. Il ne serait pas difficile de citer des établissements financiers et industriels auxquels il a fallu toute l'énergie et la persévérance que donne la conscience du droit, pour résister aux coups que leur portaient certaines maisons toutes-puissantes froissées de trouver trop d'indépendance chez des voisins dont ils exigent l'adulation et la complicité. Le besoin de donner de temps en temps des preuves de leur pouvoir ne leur fait parfois même pas négliger les vengeances personnelles qui ne s'arrêtent que lorsque le malheureux qui les a combattus ou gênés est réduit à merci. Le dévouement, les services rendus sont, par contre, généreusement récompensés. Chaque groupe financier important a de la sorte autour de lui toute une clientèle prête à toutes les besognes.

Les grandes maisons financières s'appellent familièrement des « stables », des écuries. Il y a l'écurie Eckstein, l'écurie Farrar, l'écurie Robinson, etc.

Cette désignation imagée indique que, de ces maisons d'émission, sortent comme autant de chevaux de course, instruments



aveugles du pari, des sociétés par actions dont les titres, au signal donné, s'élancent, se dépassent, s'abattent ou arrivent au poteau devant les yeux allumés de convoitise d'un public passionné. Chacune de ces maisons construit de toutes pièces l'affaire qu'elle va lancer sur la piste de la Bourse. Elle rédige les statuts de la société nouvelle et forme son conseil d'administration, au moyen de membres pris parmi ses associés ou ses amis dévoués.

On trouve à Johannesburg des gens dont la principale fonction consiste à être administrateurs. Ils siègent dans les conseils de dix, vingt, trente compagnies où ils représentent certaines maisons financières dont ils forment la clientèle obéissante et dévouée. Ces hommes, dont la récompense est, en dehors de leur rémunération d'administrateur, une part dans un syndicat ou quelque facilité dans une affaire quelconque, ont eux-mêmes autour d'eux tout un monde de spéculateurs qui forment une sorte de clan dont quelque gros financier est le grand chef.

Pour peu que la Bourse favorise la spéculation, tous les gens encaissent des bénéfices énormes. Leur visage s'épanouit et il n'est pas de dépenses qu'ils se refusent, car, de ces gains, ils ne gardent rien, à moins que le chiffre n'en soit énorme. Dans les périodes de crise prolongée, rien n'est plus tranché que la modification qu'on constate dans L'EXISTENCE quotidienne. Supprimés les cigares ruineux, le champagne et mille dépenses de luxe pour lesquelles, dans les moments prospères, aucun prix n'est trop élevé. Les figures s'allongent, des rancunes s'accumulent contre le public d'Europe assez récalcitrant pour ne pas hâter le retour de jours heureux par quelque nouveau boom. Les nouvelles du marché de Paris sont attendues fièvreusement et le moindre indice favorable ranime les espérances avec une facilité qui démontre la foi robuste des Johannesburgois dans l'avenir. Les loisirs, que laissent des moments de marasme, sont employés volontiers à faire le procès du gouvernement que tout le monde s'accorde d'autant plus volontiers à rendre responsable de la situation qu'on se sent la conscience moins nette.

Le mécontentement général est facile à exploiter et les potentats de la finance, qui font aussi volontiers de la politique, sont suivis par toute la légion des gens qui vivent d'eux. Les commerçants, dont les affaires reflètent l'allure de la Bourse, sont naturellement disposés à appuyer toute combinaison de nature à ramener une de ces hausses folles, aussi courtes qu'elles soient, car elles durent toujours assez pour leur fournir l'occasion de faire fortune.

L'esprit de spéculation domine, en effet, toutes les autres considérations. Tout le monde, à Johannesburg, rêve de fortune rapide, édifiée sur un coup de chance, sur une occasion que cha-



cun guette. Tout y est matière à spéculation. On ne peut faire de distinction que sur le plus ou moins d'honnêteté des procédés employés. Beaucoup de gens prennent, du reste, ouvertement le titre de spéculateur, et, sur le tableau des candidats au Club de Johannesburg, on ne voit souvent aucune profession accolée au nom de celui qui demande à être admis. Ce club, le Rand-Club, comme il s'intitule fièrement, et qui a certaines prétentions d'aristocratie, parce qu'il n'admet pas les commerçants ayant magasin, ne mérite d'être mentionné que pour l'élévation du droit d'entrée et de la cotisation mensuelle, respectivement de 1 250 francs et de 62 fr. 50.

On raconte, au sujet de ce club fermé, une anecdote assez typique. Un ancien magistrat de Kimberley demanda, un jour, son admission. A la stupéfaction générale, il fut blackboulé. Le candidat malheureux répondit en souriant à ceux qui lui exprimaient leur étonnement : « Il y a dans ce club trop d'anciens habitants de Kimberley qui ont des raisons de m'en vouloir et de ne pas me pardonner mes anciennes fonctions de juge » ! Il ne faut pas oublier, en effet, que jusqu'au moment où la De Beers eut fait adopter des lois de répression vraiment draconiennes, 50 p. 100 de la production des mines de diamants étaient détournés de leur légitime destination. Le vol de diamants, l'I. D. B., comme on dit en Afrique, était une véritable industrie. Aujourd'hui, il sévit encore mais sur une échelle beaucoup moindre, tandis que les spécialistes semblent avoir pris pour objectif l'or des mines du Rand.

Si, à Johannesburg, le principe de morale fondamentale est de faire fortune par tous les moyens, avec cette restriction bien anglaise que le scandale est la pire des fautes, il n'en faudrait pas conclure que l'honnêteté, comme nous la comprenons, y est introuvable ; mais on la rencontre le plus facilement dans le monde des techniciens, des ingénieurs qui, eux, ne demandent qu'à faire loyalement de l'industrie chaque fois que les conseils d'administration le permettent.

Il faut que l'industrie minière du Rand repose sur des bases bien réelles et sérieuses pour que les tripotages financiers et politiques ne l'aient pas tuée, comme ils ont tué, pour un temps fort long, les affaires de mines d'or de Lijdendurg et de Barberton, ces deux districts transvaaliens découverts avant le Rand lui-même

Barberton, surtout, connut en 1886 toutes les folies qui caractérisent le boom. On y avait trouvé des reefs superbes ; de Kimberley, de tous les côtés, des spéculateurs et des aventuriers y accoururent. On lança des sociétés au capital de 100 000 et 200 000 livres ; on proclamait, à grand renfort de réclame, la découverte de filons toujours plus riches. Les actions montaient



de 2 000 à 3 000 p. 100. Bientôt, on s'aperçut que, dans toutes ces mines, on avait tout prévu, sauf le capital d'exploitation. Les difficultés des communications, le chemin de fer n'existant pas encore, rendaient le transport des machines trop coûteux pour qu'on pût travailler fructueusement surtout avec des capitaux insuffisants, les lanceurs d'affaires ayant conservé pour eux toutes les actions. La débâcle survint et la ruine et l'abandon de Barberton furent complets, activés encore par la découverte des gisements de conglomérat du Rand.

Tout le monde s'abattit sur Johannesburg, dont la fortune eût été tout aussi éphémère sans la régularité des gisements et la richesse sûre et continue des premières mines. La Robinson, dont les claims furent achetés 13 000 livres sterling, rémunère aujourd'hui un capital nominal de 68 millions de francs. D'autres exploitations non moins heureuses suivirent et établirent assez fermement la réputation du pays pour qu'elle résistât à toutes les entreprises véreuses, aux mines sans or, ou trop pauvres, qu'il plut à la spéculation de créer.

En gens pressés qui craignent de ne pas profiter des bons moments, des spéculateurs « flottèrent » en sociétés même les terrains dont la teneur était trop faible pour être rémunératrice dans les conditions actuelles et avec les moyens d'extraction connus. Il semble qu'ils aient voulu arracher en un jour tout l'or caché dans le sol transvaalien sans s'inquiéter que des exploitations aujourd'hui impossibles peuvent devenir demain productives. Barberton nous en donne un exemple, où des compagnies tirent actuellement profit de mines qui ne donnèrent que la ruine il y a dix ans.

Les richesses immenses, acquises par quelques-uns en peu d'années, l'exemple des millionnaires datant d'hier, ont provoqué une véritable course vers la fortune. Mais, au milieu de cette agitation d'affaires, dont la Bourse et les bars environnants offrent le tableau le plus frappant entre 9 heures du matin et 6 heures du soir, les plaisirs ne sont pas oubliés. Théâtres, concerts, cirques, sollicitent la clientèle à grand renfort de publicité et d'affiches illustrées. Dans les villas somptueuses entourées de jardins, des dîners, des bals donnent à l'étranger l'impression d'une vie de capitale où rien ne rappelle l'ancien camp minier. Les sports aussi sont fort en honneur et surtout les courses de chevaux, qui permettent au besoin de spéculation de toute une population enfiévrée de se donner libre carrière. Si, en temps ordinaire, on parle surtout d'affaires, même le soir, dans les salons, la veille des courses, il n'est plus question que de paris. La Bourse suspend ses affaires et « entre les chaînes », cet espace en plein air qui longe sa façade, les bookmakers ont supplanté les coulissiers, les brokers. Dans les offices spéciaux, installés comme des guichets



de banque, la foule apporte ses livres sterling à des poules, des « sweeps », dont le total atteint jusqu'à 1.250 000 francs. Le jour du grand prix de Johannesburg, le mouvement des paris se chiffre par 18 ou 20 millions de francs !

Beaucoup de financiers de Johannesburg possèdent des écuries de course. Ils ne dédaignent pas d'ajouter les bénéfiques du turf à ceux de la Bourse. Le gain étant dans les deux cas l'objet principal, on tient souvent peu compte des moyens, et l'on cite tel grand nom de la finance qui, pris en flagrant délit de combinaisons qui l'auraient disqualifié pour toujours en Europe, n'en a reçu que quelques désagréments temporaires.

C'est, somme toute, un état d'esprit et de mœurs commun à tous les champs d'or, avec cette particularité, toutefois, que depuis quatre ans, à la spéculation, le parti anglais a ajouté l'agitation politique.

Elle débuta par la formation d'un comité dit de « l'Union nationale » qui, sous forme de réclamer par des moyens constitutionnels des droits politiques pour les étrangers, préparait la révolution et l'invasion du pays. Enrichis par le Transvaal, quelques financiers anglais voulaient aussi en être les maîtres. M. Cecil Rhodes devint bientôt le chef du mouvement, qu'il dirigeait de son cabinet de premier ministre au Cap, mais sans trouver, parmi ses associés de Johannesburg, l'énergie et la rapidité d'exécution qui le caractérisent et qui animent aussi son lieutenant, le D<sup>r</sup> Jameson.

A Johannesburg, on équipa 2 000 hommes ; mais ces révolutionnaires, payés 25 francs par jour, montrèrent peu d'enthousiasme pour le métier de soldat. Ils paradaient dans des équipements superbes dans les rues et les bars de la ville, tandis que Jameson se faisait prendre, avec ses 600 hommes, par les Boers. Les chefs du mouvement ne furent pas plus héroïques. M. C. Léonard, président de l'Union nationale, après une fuite lamentable, s'embarqua de nuit au Cap, sur un navire en partance pour l'Angleterre. Les autres complices du mouvement restèrent, il est vrai ; mais ils craignaient si peu pour leur personne, que leur angoisse et leur stupeur n'eurent pas de bornes lorsque les quatre principaux fauteurs furent condamnés à mort par la cour de justice de Prétoria.

La clémence du président Kruger rendit à ces messieurs toute leur audace. La campagne si violente, dirigée contre le Transvaal, est toujours inspirée par eux et leurs amis. Ils se montrent d'autant plus acharnés qu'ils ne peuvent pardonner à la République boer leur échec. Mais, avec la ténacité anglo-saxonne, ils ont d'abord repris la patrie sur un nouveau plan. L'agitation politique a été remplacée par l'agitation financière ; sous prétexte de défendre les porteurs, ceux précisément qui les ont le plus mal-



traités s'efforcèrent de les liguier contre le Transvaal et de les entraîner dans une entreprise nouvelle contre un pays dont ils se sont promis de s'emparer.

\*  
\* \*  
\*

L'impérialisme anglais ne fait que favoriser ces intéressants financiers. La protection, qui les a couverts pendant la scandaleuse enquête parlementaire de Londres, est une récompense et un encouragement.

En même temps que, sous l'œil bienveillant de l'Angleterre, se poursuit la campagne antitransvaalienne, dont elle compte bien tirer profit, la Grande-Bretagne ne perd pas de vue la baie de Delagoa où aucun sacrifice ne lui paraît trop grand pour remplacer le drapeau portugais par le fameux « Union-Jack ».

La baie de Delagoa, avec son port merveilleux de Lourenço-Marquès, constitue la seule communication que le Transvaal possède avec la mer sans traverser les colonies anglaises. Il suffirait d'en devenir les maîtres, de même que la bande de territoire transvaalien, pour isoler les deux Républiques boers du monde entier et être maîtres de toutes leurs communications avec l'extérieur. Le port de Lourenço serait, en outre, par lui-même, une précieuse acquisition. Dès à présent, il fait une concurrence redoutable à Durban et au Cap, pour lesquels, comme pour toute l'Afrique du Sud, du reste, le Transvaal constitue la principale source de richesses. Le chemin de fer de Lourenço à Prétoria appartenant, sauf les quelques kilomètres sur le territoire portugais, au réseau transvaalien, il suffirait d'une grande réduction des tarifs sur celui-ci pour attirer tout le trafic par cette voie. Le désir du Transvaal de vivre en bonne harmonie avec les colonies voisines a prévenu, jusqu'à présent, cette guerre de tarifs. A ces considérations politiques et économiques, qui font de la baie de Delagoa un coin tentant par-dessus tout pour les Anglais, s'en ajoutent encore d'autres d'ordre naval. La baie de Delagoa a des ressources inépuisables comme port charbonnier dans les houillères du Transvaal, et, par là même, il est un des points de relâche les plus précieux sur la côte orientale; il devient un point d'une valeur maîtresse sur la route des Indes. Entre les mains de la marine britannique, Delagoa contre-balancerait les avantages acquis par la France par suite de la possession de Madagascar qu'il menacerait directement. Et l'on sait si l'Angleterre s'est dépensée en efforts pour empêcher la conquête et la pacification de cette nouvelle colonie française, sur le flanc de l'Afrique australe.

Depuis plus de vingt ans l'impérialisme anglais poursuit dans



l'Afrique du Sud la création d'un domaine anglais. Lorsqu'en 1877 lord Shepstone annexa sournoisement le Transvaal il ne faisait qu'exécuter le plan de confédération Sud-Africaine conçu par lord Carnavon. La conservation d'un État indépendant, tel que le Transvaal, rendait impossible la constitution d'un empire qui aurait enserré toute l'Afrique du Sud dans les chaînes britanniques. Il fallait donc le supprimer.

On sait le résultat malheureux qu'eut cette mainmise sur un État libre au mépris des traités et l'échec sanglant qui stupéfia l'Angleterre.

Mais d'autres conséquences suivirent encore, plus importantes et plus durables.

La population hollandaise des colonies britanniques ne jouait à ce moment aucun rôle politique. Les événements qui se succédèrent provoquèrent chez elle une espèce d'éveil du sentiment national. Le traitement infligé à leurs frères d'au delà du Vaal les avaient si profondément froissés qu'ils reprirent conscience du rôle qu'ils pouvaient jouer dans les destinées de l'Afrique Australe.

Dans l'État libre d'Orange, à Bloemfontein, une ligue se fonda dans le but d'encourager le sentiment d'une nationalité sud-africaine. Il était tout naturel que cette idée prit corps dans l'État libre d'Orange qui se rendait compte que l'annexion du Transvaal devait avoir pour conséquence fatale la perte de sa propre indépendance. Mais elle gagna bientôt la colonie du Cap, où le parti des fermiers, dont M. Hofmeyr était le chef, s'affilia à la nouvelle ligue. Dans la Natalie les sympathies de la population hollandaise, qui forme le fond de la colonie, allèrent aussi au parti africain qui venait de naître.

La ligue l'Afrikander Bond, comme elle s'intitula, ne fut pas anti-anglaise, mais seulement anti-impérialiste, réclamant pour les Afrikanders une part active dans la vie publique, et s'opposant à ce que le pays fût gouverné à l'encontre de leurs vœux par des fonctionnaires venus du dehors.

Né du désastre de la politique de fédération conçue par lord Carnavon, le BOND ne se montra d'abord pas hostile à l'idée d'une fédération où les droits des Africains seraient sauvegardés, et, lorsque le président Kruger les mettait en garde contre cette illusion, qu'entretenait chez eux M. Cecil Rhodes, d'une union entre tous les États de l'Afrique Australe, les chefs de la ligue attribuaient volontiers ces noires prophéties à la juste méfiance du vieil homme d'État à l'égard de tout ce qui portait le cachet britannique.

Il fallut l'affaire Jameson pour faire revenir l'Afrikander Bond de ses sentiments, et les incidents, qui se sont succédé depuis lors, n'ont fait que le raffermir dans sa haine de l'impérialisme,



au point d'avoir fait naître l'idée d'un nationalisme africain, une idée de solidarité telle que l'Angleterre, touchant aujourd'hui au pays qui symbolise et personnifie l'élément hollandais et africain, aurait probablement devant elle toute une race résolue à ne pas se laisser dominer ni absorber et à soutenir, même par la force, l'indépendance des républiques boers et le principe républicain qu'elles maintiennent vivace et rayonnant autour d'elles.

Le ministère conservateur actuel, qui, à Londres, a repris les idées politiques en Afrique de lord Carnarvon en les ornant des procédés de M. Chamberlain et des brutalités de M. Rhodes, n'a pas pu rompre l'unité Sud-Africaine qui se fortifie précisément de tout ce qu'on tente contre elle. C'est en vain qu'on a essayé de brouiller les Afrikanders du Cap avec la république Sud-Africaine, et c'est en vain qu'à l'Afrikander Bond, Sir Rhodes qui en était chassé — car il s'y était fauflé — opposa le South african league, chargé d'entretenir l'impérialisme dans toute l'Afrique du Sud, jusque dans les agglomérations anglaises du Transvaal. L'union Sud-Africaine existe forte et solide, et ce n'est pas un des obstacles les moins graves que rencontre la politique belliqueuse de M. Chamberlain.

Les efforts de l'impérialisme pour remettre la main sur le Transvaal ont vu se dresser devant eux un nouvel obstacle. L'attentat Jameson avait eu pour conséquence d'attirer au Transvaal les sympathies de l'Europe, et la comédie judiciaire qui suivit à Londres cette violation du droit des gens augmenta encore l'intérêt que le continent porta au petit État qui avait si vaillamment défendu son existence et avait su se montrer si sage et si généreux dans la victoire. L'empereur d'Allemagne n'hésita même pas à adresser au président Kruger un télégramme célèbre qui provoqua en Angleterre une émotion considérable.

Peut-être l'Europe prendrait-elle partie pour le Transvaal ? Cette pensée inquiéta évidemment M. Chamberlain qui se hâta d'agir sur l'opinion et les gouvernements en entreprenant contre la République Sud-Africaine une campagne de diffamation dont l'intensité ne fut égalée que par la mauvaise foi.

Les actionnaires continentaux de mines d'or, éprouvés par le krach qui suivit le raid Jameson et qui, au moment du BOOM organisé par les spéculateurs anglais avaient acquis pour près de trois milliards de titres dont les trois quarts représentaient les actions d'apport de ces Messieurs, ces actionnaires, dis-je, étaient naturellement portés à faire rejaillir la responsabilité de leurs pertes et leur colère sur d'autres qu'eux-mêmes. La campagne de M. Chamberlain avait pour but de les ameuter contre le Transvaal en s'efforçant de démontrer que, s'ils avaient perdu leur argent, c'était la faute du gouvernement boer.

C'étaient les taxes excessives qui ruinaient l'industrie minière. Peu importe que la loi minière du Transvaal fût libé-



rale au point que la Rhodésie réclamât une législation copiée sur elle, on n'en écrivit pas moins que le Transvaal traitait l'industrie comme fait un chien d'un os à moelle. La presse fut mobilisée et l'on vit des journaux français défendre la thèse anglaise, aveugles au point de croire en même temps défendre les intérêts des porteurs français dont l'argent était allé enrichir une poignée de tripoteurs cosmopolites, amis de M. Rhodes et serviteurs de l'impérialisme britannique.

Lorsqu'il fut enfin évident que les réformes minières les plus efficaces étaient celles que les sociétés elles-mêmes pouvaient introduire, lorsque les besoins de créer la hausse et de ramener la confiance du public se fit sentir, on abandonna peu à peu la question des concessions à l'industrie pour ne plus nous parler que de la situation des uitlanders au Transvaal.

Les étrangers venus aux champs d'or pour y faire des fortunes scandaleuses, y trouver des positions enviées et une existence inespérée après des antécédents souvent douteux, on en fit des exploités par un gouvernement engraisé du fruit de leur labeur. Le haut commissaire de la Reine dans l'Afrique Australe, Sir Milner, autrefois brillant journaliste, se laissa entraîner jusqu'à les comparer dans un document officiel à des ilotes. Ces immigrants, accourus des quatre points cardinaux, on les dépeignait comme démoralisés par l'exclusion des droits politiques dans le pays où ils étaient venus chercher fortune. La ligue sud-africaine organisa des meetings, et une pétition couverte de plus de vingt mille signatures, dont une grande partie fut d'ailleurs reconnue fausse, fut adressée de Johannesburg à Londres pour demander l'intervention de la Reine en faveur de sujets trop malheureux et exposés sans défense à la rapacité hostile des Boers.

Cette agitation organisée, les violences de la presse anglaise reprises par un certain nombre de journaux du continent acquis à la politique de M. Chamberlain, tout cela eût dû paraître d'autant plus extraordinaire — si l'on n'avait été étourdi par les clameurs des anglophiles — que, peu de temps auparavant, le président Kruger avait spontanément annoncé des réformes dont les uitlanders paraissaient satisfaits. Le but de M. Chamberlain et de ses amis était évidemment d'empêcher que de ce côté une entente se produisît. La question, en effet, pour eux, doit rester ouverte, l'antagonisme et les rivalités de race leur fournissant le moyen d'intervenir, peut-être le prétexte de la guerre désirée.

Pour donner satisfaction aux étrangers établis sur le territoire de la République et auxquels on avait suscité le désir de jouir des droits électoraux, le président Kruger avait décidé de réduire les délais pour la grande naturalisation, maintenus jusqu'ici assez longs pour éviter l'absorption étrangère.

Le président Kruger a récemment donné lui-même la raison



des conditions sévères qu'il avait dû imposer aux candidats à la naturalisation, en exigeant d'eux quatorze années de séjour. « Nous n'étions, dit-il, que 10 ou 12 000 burghers (citoyen) et nous nous serions exposés à être submergés dans le flot des immigrants ; aujourd'hui la République compte 30 000 ou 40 000 citoyens ; nous pouvons donc ouvrir plus largement les portes de la cité. Plus tard nous pourrions nous montrer plus accueillants encore. Mais avant tout, les Boers doivent veiller à ne pas se laisser exproprier d'un pays qui est le leur. »

C'est dans cet esprit que le président Kruger se rendit à Bloemfontein pour conférer sur la situation avec sir Milner, le haut commissaire du Cap. Ceux qui avaient pu croire, comme on l'avait annoncé, que l'Angleterre avait avant tout à cœur la défense des intérêts engagés au Transvaal, furent peut-être surpris de voir le haut commissaire oublier complètement les griefs économiques dont il avait été fait si grand fracas ; la question de la dynamite elle-même fut remise dans l'armoire aux vieux décors et sir Milner ne trouva dignes d'attention que ses propositions au sujet de la franchise.

Sir Milner demandait le droit de vote complet pour tout étranger ayant cinq ans de résidence au Transvaal. Le président Kruger, qui primitivement avait proposé de réduire le séjour à neuf années, en était venu à accepter sept ans ; il ne trouva chez sir Milner qu'une intransigeance hautaine, et les représentants de l'Angleterre et de la République Sud-Africaine se séparèrent sans être arrivés à un résultat positif.

Toutefois M. Kruger, qui avait déclaré ne pas pouvoir aller plus loin, annonça qu'il demanderait au parlement boer de voter une loi de franchise dans le sens de ses propositions de Bloemfontein. On sait qu'il a tenu sa promesse et même au delà. Le Volksraad a voté une loi très libérale admettant à l'indigénat tous ceux qui ont sept ans de séjour au Transvaal.

Cette loi a eu l'approbation de tous ceux qui ne poursuivent pas uniquement une politique d'agression dans l'Afrique du Sud. Les chefs du parti des Afrikanders, le ministre du Cap et le président de l'État d'Orange l'ont déclarée satisfaisante et suffisante.

La conférence de Bloemfontein a donc eu pour effet de resserrer l'union et la solidarité de tout le parti africain, de tout l'élément de race hollandaise qui, dans la Natalie même, n'a pas dissimulé ses sympathies pour la cause du Transvaal qui est ainsi devenue celle de tous les Boers de l'Afrique australe.

C'est ce qui explique suffisamment les hésitations de lord Salisbury à suivre son trop belliqueux collègue du Colonial office qui rêve d'avoir lui aussi SA GUERRE et qui ne craint pas, pour y arriver, de faire appel aux passions les moins généreuses du peuple anglais. Les excitations du chauvinisme britannique,



l'exaltation des passions impérialistes, dans ce qu'elles ont de plus forcené, a même provoqué une réaction de l'autre côté de la Manche où le parti libéral paraît s'être réveillé de sa torpeur pour s'élever contre la politique dangereuse de M. Chamberlain. Néanmoins cette attitude généreuse est encore restée trop passive, malgré certains succès électoraux récents obtenus sur des programmes pacifiques, pour que le rival de lord Salisbury se soit incliné. Malgré les incidents qui nous l'ont montré comme agitateur invétéré, et qui auraient suffi pour disqualifier un homme politique partout ailleurs qu'en Angleterre, le grand Joé, comme on dit dans la cité, tient encore tête au Premier, qui, s'il est hostile à la guerre, n'est pas sans craindre qu'on ne recommence contre lui, dans la presse jaune, les attaques où sa timidité était devenue un leitmotiv exploité assez habilement pour menacer sa situation et faire naître la prédiction que M. Chamberlain ne tarderait pas à le remplacer à la tête du cabinet.

Lord Salisbury paraît donc porté à laisser faire Chamberlain, espérant peut-être qu'une occasion se présentera pour abattre d'un coup ce rival compromettant et se disant qu'après tout, si sa tactique devait aboutir à un succès de l'Angleterre, il pourrait aussi y trouver son compte.

C'est ce qui explique l'attitude ambiguë du cabinet britannique où, comme il arrive souvent, les hommes d'action entraînent les hésitants, malgré leurs appréhensions légitimes.

La partie que M. Chamberlain et ses amis jouent contre le Transvaal n'est pas seulement dangereuse parce qu'elle menace de déchaîner une guerre de race dans toute l'Afrique du Sud ; mais aussi parce qu'elle est de mauvaise foi, et que les cartes bisautées, dont on se sert du côté du Colonial office, deviennent trop visibles. A chaque concession du Transvaal répond une nouvelle prétention des impérialistes, et ce spectacle est, moins que jamais, de nature à laisser l'Europe continentale spectatrice indifférente de ce nouvel accès de boulimie britannique.

En France, malgré les efforts de la presse anglophile, on commence à apprécier avec clairvoyance une situation dont M. Paul Leroy-Beaulieu a tracé de main de maître le tableau dans l'*Économiste français*.

« Ceux des journaux britanniques qui prennent le ton de nos feuilles nationalistes déclarent emphatiquement que l'ensemble des nations civilisées approuve hautement les prétentions de l'Angleterre. Nous ne savons où ils vont chercher cette approbation. Mais à s'en tenir à la France et à l'Allemagne, les deux pays qui, avec l'Angleterre et presque autant que l'Angleterre, ont des intérêts considérables au Transvaal, nous voyons, au contraire, que tous les organes sérieux de l'opinion publique blâment énergiquement la revendication de droits politiques pour les Uitlanders



et encore plus la prétention exorbitante de faire du refus de droits politiques à ces passants un CASUS BELLI.

« Nous avons en France plus de 1 100 000 étrangers domiciliés beaucoup sont établis chez nous depuis quinze ou vingt ans ; un certain nombre depuis plusieurs générations ; nous ne leur accordons aucuns droits administratifs. Nous ne les naturalisons que quand ils sont nés en France, qu'ils y ont atteint la vingtième année et qu'ils acceptent de se soumettre à notre service militaire. Il en est de même en Algérie, où il se trouve près de 300 000 Européens étrangers contre 350 000 Français ; ces étrangers, fussent-ils là depuis vingt ou trente ans, n'ont aucun droit politique, ni administratif. Il y a, dans nos départements du Nord et de l'Est, des communes où la majorité des habitants est belge ; cette majorité ne jouit d'aucun droit municipal ; elle ne participe aucunement à l'administration. Personne ne proteste contre cet état de choses, parce que c'est l'état de choses régulier et normal, conforme au droit des gens de tous les peuples européens.

« Il en résulte que la prétention des Anglais d'obtenir des droits politiques au bout de cinq ans pour les chercheurs d'or au Transvaal est une prétention absolument contraire au droit des gens européens, une prétention monstrueuse. Ce n'est qu'à la deuxième génération, celle qui est née dans le pays et qui, par conséquent, s'est incorporée à lui, qu'on peut accorder en masse des droits politiques.

« La situation particulière de l'Afrique australe devrait porter les Anglais à une conduite plus prudente.

« Pour tout homme qui est au courant de l'histoire et surtout de l'histoire de la colonisation, il n'est pas douteux que l'élément hollandais ne doive, dans l'Afrique du Sud, l'emporter numériquement de plus en plus sur l'élément britannique. Cette contrée étant très dénuée au point de vue agricole, n'attire pas de colons, notamment de colons ruraux, de la Grande-Bretagne. La population d'origine britannique dans la relation de 7 à 6, deviendra, quand les mines d'or seront épuisées, dans la relation de 9 ou 10 à 6. L'élément hollandais finira par être double de l'élément britannique. Si donc les Anglais ne veulent pas créer une nouvelle Irlande dans l'Afrique du Sud, s'ils veulent conserver longtemps cette contrée, il faut qu'ils cherchent non pas à subalterniser légalement l'élément hollandais, mais à se le concilier, à le gagner.

« Ce serait une étrange voie pour y parvenir que de lui faire une guerre sauvage, avec des balles dum-dum, pour des querelles insignifiantes, et de creuser ainsi un fossé plein de sang entre la race hollandaise et la race britannique dans une partie du monde où la première doit fatalement acquérir de plus en plus la supériorité numérique. Il y a place là à des considérations d'un prévoyant patriotisme qui, si elles laissent indifférent M. Chamber-



lain, ambitieux halluciné, doivent faire impression sur les hommes d'État d'un sens plus rassis.

« Une autre réflexion devrait aussi rendre l'action de la Grande-Bretagne plus modérée dans ces parages. On met beaucoup en avant l'intérêt de l'industrie aurifère, la seule importante du Transvaal ; on fait valoir que c'est elle qui paie les sept huitièmes du budget, mais les Anglais semblent oublier complètement que l'industrie aurifère du Transvaal n'est pas, tant s'en faut, une industrie exclusivement britannique ; elle est aussi, et même à un égal degré, une industrie française et une industrie allemande. Il y a au moins 1 500 millions de capitaux français au Transvaal et probablement 7 à 800 millions de capitaux allemands ; réunis, ces capitaux allemands et ces capitaux français doivent équivaloir aux capitaux anglais ; cependant l'Angleterre n'en tient aucun compte ; elle parle comme si elle était seule ; elle menace perpétuellement de troubler, elle trouble même effectivement, sans aucun égard pour la France et pour l'Allemagne, une industrie où ces deux pays sont si intéressés. Elle fait supporter de temps à autre d'énormes pertes aux capitaux français et allemands engagés dans les valeurs du Transvaal par les fréquentes et périodiques crises de bourse qu'elle cause. C'est là, pour nous servir d'une expression anglaise, un procédé peu amical. Nous estimons que la France et l'Allemagne sont fondées de ce chef à soumettre des observations à la Grande-Bretagne.

« Les capitalistes français qui sont engagés dans les valeurs du Transvaal n'ont nullement à se louer des procédés des grands chefs britanniques, des BOSSES comme on les appelle. Il n'y a que trop de manœuvres pour provoquer des hausses ou des baisses artificielles, pour procurer des profits indus à des groupes indépendants des actionnaires. Les Anglais qui se plaignent d'être opprimés par les Boers, dirigent, sans aucune considération pour l'élément français, les Sociétés où ce dernier a cependant la majorité des actions. On n'a jamais pu obtenir que le siège de ces sociétés fût transporté du Transvaal en Europe, comme c'est le cas des mines d'or australiennes, pour les mines de cuivre du Mexique, ni que l'élément français fût sérieusement représenté dans les conseils, ni que la publicité pour les rapports et autres documents se fit également en France et en Angleterre. »

Les observations très justes que présente avec sa grande autorité M. Leroy-Beaulieu nous ramènent naturellement aux fameux griefs économiques dont on nous rabattait les oreilles avant que la force des choses n'ait obligé M. Chamberlain à poser la question plus franchement sur son véritable terrain.

Les principaux de ces griefs, dont les Livres Bleus n'ont pas oublié de faire mention, se rapportent aux taxes et à la question de la dynamite.



Pour ce qui regarde les impôts, les plaintes portent sur leur exagération et sur leur répartition qui pèse, nous dit-on, pour les neuf dixièmes sur les pauvres Uitlanders des mines d'or.

« Il est intolérable, dit M. Chamberlain, qu'un État dont la population ne dépasse guère 250 000 âmes dépense annuellement 4 ou 5 millions sterling. »

Il serait peut-être plus exact de dire qu'à côté de la population blanche, le Transvaal possède aussi 700 000 ou 800 000 nègres qui demandent à être administrés et que les dépenses qui incombent à un État civilisé ne peuvent se chiffrer exactement d'après le nombre de ses citoyens. Certaines dépenses sont indispensables alors même qu'elles ne se répartissent que sur un nombre relativement restreint de têtes et ne s'accroîtraient pas en proportion arithmétique de la population.

Du reste les charges publiques du Transvaal sont moins élevées que dans les colonies anglaises voisines, comme le démontre un coup d'œil jeté sur les budgets, et le chiffre de leur population blanche d'après les derniers recensements :

	Budget de 1898.	Population blanche.
Transvaal. . . . .	£ 3 983 560	288 750
Colonie du Cap . . . . .	£ 6 565 281	376 987
Natal . . . . .	£ 1 964 314	50 241

Si l'on prend pour base de comparaison les chiffres des dix dernières années, on trouve de même qu'au Transvaal la charge de l'impôt est moins lourde par tête que dans les pays voisins, surtout si l'on tient compte que la Dette publique de la République Sud-Africaine ne s'élève qu'à une somme minime, alors qu'au Cap elle atteint 28 millions de livres soit 14 livres par tête, et, dans la Natalie, 8 millions de livres soit 8 livres par tête !

L'objection relative à l'injustice de faire supporter la grande partie des charges publiques par l'industrie minière est au moins spécieuse. L'industrie minière détient la plus grande richesse du pays, il est donc tout naturel qu'elle acquitte un gros chiffre d'impôts sous diverses formes qui cependant ne dépassent pas les 2/3 des recettes de l'État. Les droits d'entrée au Transvaal sont moins élevés qu'au Cap. Ils ne représentent pas même une moyenne de 10 p. 100 de la valeur des importations, tandis que, dans la colonie anglaise, ils atteignent 12 1/2 p. 100. Et il est bon d'ajouter que le gouvernement boer a réduit considérablement les droits sur les articles destinés à l'industrie et à l'alimentation, cherchant une compensation il est vrai, en frappant les marchandises de luxe et celles qui ne sont pas de première utilité.

Quant au monopole de la dynamite, le président Kruger n'est peut-être pas loin de convenir qu'une erreur a été commise en



l'accordant ; mais il n'en existe pas moins ; la société concessionnaire est formée surtout de capitaux français et allemands et il ne se montre pas disposé à lui retirer son privilège parce que ni l'Angleterre ni M. Chamberlain, fabricant de dynamite à Birmingham, n'y sont pas intéressés. Néanmoins il s'est efforcé d'amener la Société à consentir une réduction ; et cette première baisse de prix a été suivie de réductions nouvelles qui permettent à l'industrie minière d'acquérir la dynamite à des prix qui se rapprochent sensiblement de ceux qu'amènerait la concurrence libre. Les tarifs de chemin de fer ont de leur côté subi des réductions se traduisant par une économie de cinq millions par an pour l'industrie. Ajoutons enfin qu'au moment où le différend tournait à l'état aigu, le parlement transvaalien se disposait à examiner différentes lois d'où l'industrie devait retirer un bénéfice immédiat. A ces faits incontestables vient encore se joindre le fait que la loi de l'or qui régit les mines est la plus libérale qui soit connue.

Comme partout, et surtout dans un État nouveau, le régime économique du Transvaal est susceptible d'améliorations dont la nécessité n'échappe pas aux Boers ; mais de là à amener contre eux l'opinion, il y a un monde, une distance telle qu'il a fallu la passion et la mauvaise foi des spéculateurs impérialistes pour la franchir.

Nous avons montré que les revendications politiques n'avaient guère plus de consistance et ne constituaient comme elles qu'une machine de guerre pour intervenir dans les affaires d'un État indépendant au mépris de tout droit, et de pousser jusqu'à l'alternative de céder ou de recevoir un ultimatum. Le Transvaal a montré à différentes époques son aversion pour l'effusion du sang, avant de se soulever en 1881 pour reconquérir son indépendance violée, il envoie à deux reprises le Président Kruger à Londres, à l'effet d'arriver à un accord. Mais lorsqu'il fut évident que les négociations ne leur accorderaient pas justice, les Boers prirent les armes avec la calme sérénité d'avoir tout fait pour éviter cette extrémité, et l'Angleterre fit une fois de plus l'expérience de la façon dont ces paysans savaient s'en servir.

Cette fois encore la République Sud-Africaine a montré son désir de sauvegarder la paix en poussant les concessions jusqu'aux limites au delà desquelles elle considère que son indépendance et son existence sont en péril. Elle n'ira pas plus loin, confiante dans son droit, sa force, les sympathies et l'appui de tous les Afrikanders. Maintenant que M. Chamberlain et ses alliés ont cyniquement découvert leur jeu, ont avoué qu'ils s'agissait pour l'Angleterre de devenir maîtresse de toute l'Afrique du Sud, en agitant le spectre de la possibilité de la perdre comme les États-Unis, sans une intervention urgente, il apparaît clairement que les griefs ne sont que des incidents comme il en surgira sans cesse



jusqu'à ce que l'impérialisme ait étranglé les Boers ou ait été vaincu par eux.

A moins cependant que le continent n'intervienne au moins pour rappeler à l'Angleterre qu'il existe désormais un tribunal d'arbitrage et qu'il serait inouï qu'une des puissances qui ont demandé sa création sous la forme la plus large — peut-être il est vrai avec l'arrière-pensée de la faire échouer — refusât de recourir à ses bons offices avant de partir en guerre contre une puissance faible qu'elle a, du reste, sous peine de sa propre abstention, refusé de voir admettre au nombre des États représentés.

Le président Kruger a d'ailleurs formellement proposé de soumettre le différend à un arbitrage. M. Chamberlain n'a pas osé l'accepter ; mais, pour tourner la difficulté et donner le change, il offre aujourd'hui de nommer des experts pour juger la valeur de la loi sur la franchise votée par le parlement boer. Cette expertise, le Transvaal l'a acceptée encore. Aussitôt des exigences nouvelles ont été formulées, et la question, désormais débarrassée du fatras des considérations dont on s'était servi pour masquer le but poursuivi, est nettement posée : La République Sud-Africaine doit disparaître, par la force au besoin.

Ce sera l'heure, pour les puissances continentales occupant un poste d'honneur au premier rang de la civilisation, d'intervenir pour démontrer à la Grande-Bretagne qu'elle ne peut indéfiniment satisfaire ses appétits égoïstes au mépris de tout droit et de tous intérêts qui ne sont pas les siens.